



Faut-il s'attendre au retour de l'armée américaine en Asie centrale?

Par [Alexandre Lemoine](#)

Mondialisation.ca, 17 septembre 2021

[Observateur continental](#)

Région : [Asie](#), [États-Unis](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#), [Militarisation](#)

Les États-Unis disposaient, il n'y a pas si longtemps, de bases militaires en Asie centrale. Mais à présent, il dépendra de savoir si le profit tiré sera supérieur aux pertes inévitables que subiront les pays d'Asie centrale à cause du mécontentement de Moscou et de Pékin. En dix ans, l'Asie centrale a cessé de croire que les États-Unis sont prêts à devenir un contrepoids à la Russie et à la Chine dans la région.

Washington ne souhaiterait pas perdre entièrement le contrôle de la région et, selon les médias, compte transférer une partie de son contingent dans des pays voisins d'Afghanistan. L'Asie centrale est perçue par le commandement américain comme l'option la plus pratique.

Historiquement cette option semble assez naturelle, car les militaires américains étaient présents dans la région entre 2001 et 2014. Cependant, la situation a significativement changé depuis, avant tout les relations des États-Unis se sont considérablement détériorées avec les deux principaux partenaires extérieurs de l'Asie centrale, la Russie et la Chine, qui ne se réjouiront certainement pas du retour américain dans la région.

L'Afghanistan partage la frontière avec six pays: l'Iran, le Pakistan, la Chine, le Tadjikistan, l'Ouzbékistan et le Turkménistan. Mais aujourd'hui aucune base américaine n'est installée dans ces pays, et aucun de ces pays ne pourrait être qualifié d'allié proche des États-Unis.

L'Iran et la Chine ne le seront jamais. Le Pakistan dépend désormais trop de la Chine pour oser une telle démarche. Le Turkménistan n'a certainement pas l'intention de renoncer à sa ligne isolationniste. Le Kazakhstan ne convient pas non seulement à cause de son éloignement de l'Afghanistan, mais également à cause des liens étroits avec la Russie.

Ce qui laisse peu d'options: le Tadjikistan et l'Ouzbékistan. Des fuites dans les médias américains [confirment](#) que le Pentagone étudie ces deux pays à titre de candidats potentiels pour y déployer de nouvelles bases.

Des sources du *Wall Street Journal* confirment que ces deux anciennes républiques soviétiques sont prioritaires pour les stratèges américains à cause de leur proximité territoriale d'Afghanistan. Cependant, un tel scénario se complique par une vaste présence de la Russie dans la région, par un rôle grandissant de la Chine, ainsi que par la tension dans les relations entre ces deux pays et les États-Unis.

Il serait possible d'y ajouter le Kirghizistan, qui n'a pas été mentionné dans les publications

américaines, mais qui se situe assez près des frontières afghanes pour être considéré comme un candidat potentiel.

Ces scénarios n'ont rien d'impossible, les États-Unis possédaient déjà des bases dans cette région auparavant. Mais maintenant tout dépendra de deux facteurs. Premièrement, de l'ampleur de la présence militaire potentielle des Américains. Et deuxièmement, du profit financier et politique de cette présence pour les pays d'accueil. Plus exactement de savoir si ce profit sera supérieur aux pertes inévitables subies par les pays en question à cause du mécontentement de Moscou et de Pékin.

Washington devra encore prouver aux pays d'Asie centrale que la coopération avec les États-Unis pourra compenser l'irritation inévitable des deux voisins influents. Ce qui ne sera pas facile puisqu'en dix ans l'Asie centrale a définitivement cessé de croire que les États-Unis sont prêts à devenir un contrepoids à la Russie et à la Chine dans la région.

D'autres options de déploiement des forces [sont également à l'étude](#), notamment dans des pays du Golfe plus éloignés ou à bord de navires américains.

Jeudi 16 septembre, à Douchanbé s'est déroulée une réunion des ministres des Affaires étrangères, de la Défense et des secrétaires des Conseils de sécurité des États membres de l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC). Hormis la Russie, l'OTSC inclut l'Arménie, la Biélorussie, le Kazakhstan, le Kirghizistan et le Tadjikistan. L'Afghanistan était au centre de l'attention. Les membres de l'alliance militaro-politique ont exprimé leur préoccupation quant à la situation dans ce pays. Sachant que pour la première fois ils ont été unanimes en se prononçant contre le déploiement sur leur territoire des sites d'infrastructure militaire des États-Unis et d'autres pays de l'Otan retirés d'Afghanistan. L'Ouzbékistan et le Turkménistan ne font pas partie de l'OTSC. Mais les autorités ouzbèkes se sont déjà prononcées contre le déploiement de quelconque base étrangère sur leur territoire. Alors que le Turkménistan n'a même pas été contacté par les États-Unis.

Alexandre Lemoine

La source originale de cet article est [Observateur continental](#)
Copyright © [Alexandre Lemoine](#), [Observateur continental](#), 2021

Articles Par : [Alexandre Lemoine](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation.

Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca